

# POUR SAUVER LES ESPÈCES

Par cette motion, les représentant.es de nos organisations syndicales souhaitent exprimer leurs profondes inquiétudes concernant l'état de la circulation fiduciaire sur le territoire national et le risque que cela fait peser sur les populations.

Depuis une vingtaine d'années, la Banque de France s'est inscrite dans une stratégie de désengagement de la gestion de la monnaie au profit de sociétés privées de transport de fonds. Nous tenons à rappeler que l'accès aux espèces est une mission régaliennne qui ne peut être abandonnée aux mains de sociétés à la recherche de profits, et ce, au détriment des conditions de travail de leurs salariés. La DGFIP s'inscrit parallèlement dans une politique du zéro-cash en abandonnant la mission de recouvrement en espèces et en l'externalisant vers le réseau des buralistes.

Les problèmes engendrés sont multiples :

- Isolement des populations rurales et défavorisées sur l'accès aux espèces
- Accentuation des longs trajets pour les transporteurs de fond, sans tenir compte de l'impact écologique et de la sécurité des convoyeurs,
- Disparition des Distributeurs Automatiques de Billets institutionnels au profit de DAB financés par les collectivités locales à la charge des contribuables en lieu et place des banques,
- Volonté des pouvoirs publics, sous couvert de la crise sanitaire, de développer, à outrance, les paiements sans contact, par internet, par téléphone ou via des applications bancaires laissant sur le bas-côté les populations précaires ou fragiles n'ayant pas accès ou ne maîtrisant pas ces services.

Cette stratégie s'inscrit parfaitement dans la volonté des pouvoirs publics de voir disparaître le cash, au prétexte de limiter le travail dissimulé, le blanchiment d'argent ou le grand banditisme. Pour preuve le plan de réduction de circulation des espèces, engagé en 2014 par l'État concernant les finances publiques. Ils sont aussi responsables de la disparition progressive des bureaux de poste de plein exercice, derniers lieux où les populations peuvent trouver des espèces.

Nous insistons sur le fait que la monnaie numérique n'est pas plus sécurisée que le cash, bien au contraire, que les transactions sont difficilement décelables et qu'elle favorise le grand capital qui est le seul à maîtriser parfaitement cet outil.

La fracture risque encore de s'intensifier au vu de la volonté de la BCE de lancer prochainement un Euro numérique.

Nous rappelons que certains pays, comme la Suède, ont d'ailleurs décidé de faire marche arrière alors même qu'ils étaient particulièrement avancés sur le sujet du « no-cash ».

De plus, nous tenons à rappeler que les espèces restent le seul moyen de paiement entièrement gratuit pour les usager.es. Au-delà de ça, il reste également, pour les plus précaires, le meilleur moyen de gérer un budget au plus près.

**Nous alertons sur le fait que la disparition des espèces est une mesure remettant en cause les libertés individuelles. La privatisation de la monnaie aura un impact fort sur la population, que se passera-t-il si, par manque de profits, une société de transport de fond se désengage ? Qui paiera ? Il ne fait aucun doute que ce sera les populations les plus fragiles.**